

Avril 2004

ASSEMBLEE GENERALE DE LA REGIONALE

Mercredi 21 avril 2004

17h30 – Département de géographie (salle 237)

Université de Toulouse Le Mirail

Ordre du jour : Renouvellement du bureau – Point sur divers dossiers (Brevet, Bac etc...) -
Activités et contacts de la Régionale

**suivie à 18h d'une conférence de M. Robert Marconis
« Montagnes et transports : Alpes et Pyrénées »**

Conception

Saigprod



Et si la montagne ne vous gagne décidément pas... faites donc un saut...

Font-Rameu

En pages 2, 3 et 4

... pour accéder à des
compte rendus de conférences
et de débats



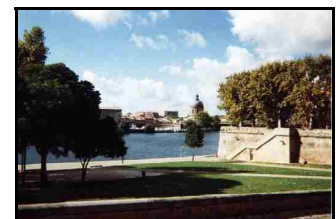
En page 7

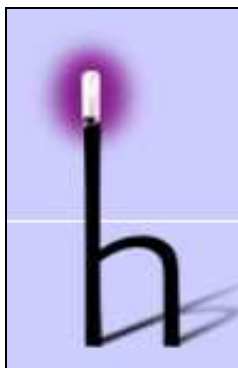
... pour découvrir le Dépar-
tement d'Histoire de l'Universi-
té Toulouse II



En page 8

... pour découvrir un nou-
veau magazine consacré au pa-
trimoine de notre région





LES RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE A BLOIS (octobre 2003)

Dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire à Blois, deux tables rondes ont été animées par Bernard Phan, vice-président de l'APHG.

- Quels rapports des hommes à leur territoire depuis l'indépendance en Afrique ?
- Les NTIC peuvent-elles provoquer une révolution de la pédagogie ?

Quels rapports des hommes à leur territoire depuis l'indépendance en Afrique ?

Intervenants : Jean-Claude Bruneau, professeur à l'université de Bordeaux, Bernard Charlery, professeur à l'université de Toulouse Le Mirail, Jean-Luc Piermay, professeur à l'université Pasteur de Strasbourg.

L'exposé s'articule autour de deux mots-clés : frontières et villes. Un cliché est préalablement souligné, celui des frontières imposées par les colonisateurs. En effet ces frontières ont des logiques, elles reprennent les tracés des zones de pouvoir anciennes (chefferies, royaumes) ; les comptoirs ont aussi joué un rôle. Les frontières ont eu un effet sur le commerce régional, elles ont stimulé les échanges. Depuis l'indépendance, l'effet frontière s'est accentué : nouveaux régimes fiscaux et douaniers, transformation des fonctionnaires en commerçants avec la crise économique, criminalisation. Aujourd'hui les frontières sont largement incontrôlées. Les Africains jouent sur les espaces (villes / milieux ruraux, « ici et ailleurs »), les opportunités, pas seulement à l'échelle africaine. Un trafic de cigarettes est cité : parti de Cotonou au Bénin, on le repère à Agadès au Mali, puis en Algérie, en Libie, pour aboutir en Europe.

Les villes africaines connaissent un rythme de croissance de 5 % par an, ce qui représente un doublement tous les 14 ans et une multiplication par 8 depuis 1960. Même si aujourd'hui, 1/3 seulement de la population est urbaine, la ville est « dans la tête » des ruraux. Les problèmes de recensement font qu'on peut trouver des chiffres différents, ainsi pour Lagos dont le nombre d'habitants va de 5 à 9 voire 12 millions d'habitants selon les sources. L'urbanisation pose d'énormes problèmes. Comment vivre en société ? De quoi vivre ? Comment les autorités peuvent-elles gérer cette croissance avec les moyens financiers les plus faibles du monde ?

L'urbanisation a des effets majeurs sur les espaces : recomposition (ex : les marchés vivriers), familles à cheval entre plusieurs lieux. Elle est un moteur de la vie culturelle et pèse sur la vie politique. En cas de crise, se produit un exurbanisation, une ruralisation, qui consiste à vivre « la ville à la campagne » ; ce n'est pas un déclin ou une mort, mais une diffusion de la ville. On assiste à un essor de la petite ville et de la ville moyenne, un tassement des grandes villes, à l'exception de Douala.

Les NTIC peuvent-elles provoquer une révolution de la pédagogie ?

Intervenants : François Berger, professeur au lycée Voltaire de Paris ; Yannick Dehee, éditions Nouveau Monde ; Jean-Pierre Mabile, directeur du studio Hypermédia de l'INA ; Aurélie Monroziès-Blanchard, professeur au lycée La Serre de Sarsan à Lourdes ; Anne Schuchmann, directrice du département Actions pédagogiques de L'INA

Pour lancer le débat, une présentation est faite d'un DVD à paraître en 2004 sur la Seconde guerre mondiale. Il s'agit d'un projet réalisé en commun par Nouveau Monde éditions (qui a réalisé le DVD sur le Moyen Age en lumières) et l'INA, qui proposent une édition critique des actualités filmées lors du conflit. Le DVD est conçu en trois « étages », les documents bruts (sources et objets d'étude), des commentaires, des parcours fléchés.

Dans une deuxième partie, le débat porte sur ce qu'apporte l'utilisation des TICE en pédagogie. Plus qu'une révolution, il s'agirait d'un levier pour la pédagogie différenciée, le professeur et l'élève travaillant à côté l'un de l'autre.

Anne Thouzet



JOURNEES SCIENTIFIQUES DE L'APHG (6 décembre 2003)

LE NOUVEAU RECENSEMENT EN FRANCE

Conférence d'Alain Godinot, maître d'ouvrage du programme de rénovation à l'INSEE

Alain Godinot rappelle le triple objectif du recensement : connaître la population légale, décrire les caractéristiques de la population et du logement, produire des bases de sondage. Puis il justifie la réforme. Le recensement tel qu'il est pratiqué n'est plus adapté, l'évolution étant trop rapide. L'opération exhaustive est très lourde pour l'Etat et les communes. La nécessité de rénover le recensement s'inscrit dans une réflexion internationale. Les Etats rencontrant les mêmes types de difficulté, l'ONU a émis des recommandations et EUROSTATS demande des données exploitables.

La réforme est instituée par la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité. Elle met en jeu trois acteurs : l'Etat, responsable notamment de la protection des informations ; l'INSEE qui organise et contrôle ; les communes ou groupements de communes qui préparent et réalisent l'enquête.

La mise au point de la méthode s'est faite avec une large concertation et un partenariat INSEE-communes. Le nouveau recensement fonctionne avec un budget similaire à l'ancien, soit 30 millions d'euros annuels. Il produit des données exhaustives tous les 5 ans, mais avec « périodes glissantes », ainsi qu'une publication annuelle de la population légale. Un seuil est fixé à 10 000 habitants. Sous ce seuil, le recensement est réalisé de façon exhaustive, au-dessus on procède par échantillons.

Les communes au-dessous du seuil sont environ 36000 et rassemblent 30 millions d'habitants. Elles sont réparties en 5 groupes de 7000 (avec dispersion territoriale pour la représentativité). Chaque année un groupe est recensé en janvier-février, puis on « glisse » à un autre groupe ; toutes les communes sont donc recensées en 5 ans.

Les communes au-dessus du seuil sont environ 900 et rassemblent 30 millions d'habitants. Elles sont recensées chaque année en janvier-février sur un échantillon de 8% des logements, ce qui représente 40 % en 5 ans. La représentativité territoriale est assurée par la constitution de groupes d'adresses dispersées au sein des échantillons.

Le nouveau recensement a commencé le 15 janvier 2004. Les agents recruteurs déposent les imprimés durant quatre semaines dans les communes de moins de 10 000 habitants, le délai est de 5 semaines pour les autres communes. Les résultats seront produits à toutes les échelles. A partir de 2009, les communes disposeront de données annuelles.

*Pour en savoir plus sur ce sujet, voir l'article dans la revue *Historiens&Géographes* n°385, janvier 2004, p°463sq*

A PROPOS DE L'ELARGISSEMENT DE 2004

Conférence de Jean-François Drevet

Dans l'Union européenne, l'élargissement n'est plus un événement mais un processus : 25 Etats en 2004, 27 en 2007 avec l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie. Cela représente une augmentation de 34 % de la superficie, de 28 % de la population, seulement 10 % du PIB et une diminution de 14 % du PIB par habitant.

L'approche territoriale : le glissement du centre de gravité vers l'Est est plus apparent que réel. A court terme, le glissement se fait plutôt vers le Nord avec les 7 pays de l'espace baltique. Mais les nouvelles structures territoriales posent le problème de la remise en état d'un million de km² (par exemple, le réseau autoroutier, qui plus est vétuste, de l'Europe de l'Est n'est que de 3000 km contre 52 000 km dans l'Union actuelle).

La démographie : les 482 millions d'habitants placeront l'UE au troisième rang après la Chine et l'Inde. La population diminue en Europe centrale (les pays entrants sont des pays d'immigration). La population va vieillir. La faible mobilité géographique est un handicap pour le rattrapage économique régional.

Les disparités de revenus peuvent être caractérisées par le PIB en valeur du pouvoir d'achat ; la moyenne en Europe centrale atteint à peine 40 % de celui de l'UE actuelle.

Les stratégies de développement pour le rattrapage nécessiteraient 4% de croissance interne, un investissement public, qui est actuellement trop faible, un investissement privé plus élevé. L'élargissement pose le problème de la répartition des aides, problème qui durera si l'UE accueille des pays de moins en moins développés.

Les conséquences politiques sont évoquées à plusieurs reprises : quels comportements peuvent apparaître si les espoirs sont déçus ?

Anne Thouzet



Populations, sociétés et territoires dans les pays du Sud.

Sylvie BRUNEL, professeur de géographie du développement à l'université Paul Valéry (Montpellier III) et à l'institut d'Etudes politiques de Paris, propose une mise au point synthétique concernant l'Afrique en particulier. Dans un exposé brillant, elle renouvelle profondément les problématiques liées au développement africain tout en remettant en question l'afro-pessimisme pour proposer une approche fine et nuancée des contraintes et des atouts -« réserves de développement »- de l'Afrique.

Après avoir mis en évidence les indicateurs qui permettent de parler effectivement d'une Afrique en « retard » tels que les taux de mortalité infantile (100 pour mille), de mortalité juvénile (175 pour mille), d'analphabétisme et une espérance de vie en baisse (47 ans contre 52 ans en 1992), elle montre que l'Afrique, par ailleurs, a « décroché » du développement tout en restant arrimée de façon informelle (70% de l'activité du continent est informelle...). Ce premier bilan est globalement négatif **mais** des mutations considérables sont en train de s'opérer.

Tout d'abord la *densification* de la population : 861 M d'habitants soit 14% de la population mondiale sur 22.5% des terres émergées. Certes une densité de 28 hab/km² mais qui ne cesse d'augmenter passant de 5 à 28 hab /km² au cours des 50 dernières années. Il existe bien une diagonale de faible densité qui est, d'une part, encore peu mise en valeur depuis les indépendances et qui est, d'autre part, très convoitée pour les ressources de son sous-sol. Il n'y a pas une mais des Afriques ; c'est une terre de contrastes, un monde vide qui se remplit très rapidement. Par ailleurs l'*urbanisation* qui permet à l'Afrique d'entrer dans la 2^{ème} phase de transition démographique (les taux de fécondité baissent en ville pour des raisons à la fois économique et médicale).

Ainsi l'Afrique tout en étant confrontée à de multiples risques possède de remarquables capacités d'adaptation : on peut parler d'une Afrique en... **réserve de développement.**

Dernier ouvrage de Sylvie Brunel : L'Afrique, Bréal, janvier 2004

Laurence Bardeau

Dernière minute

Une délégation de l'APHG (R. Marconis, B. Phan, H. Tison) a été reçue, mardi 9 mars par le directeur de Cabinet du Ministre délégué à l'enseignement scolaire, en présence de M. Jean-Louis Nembrini, inspecteur général, conseiller au cabinet du Ministre de l'Education nationale.

La délégation a reçu confirmation que l'épreuve d'histoire-géographie-éducation civique serait maintenue à l'écrit du Brevet des Collèges.

Des textes sur la classe de troisième et le Brevet sont en préparation et confirmeront cette décision ; ils seront mis en consultation au printemps pour une application à la rentrée 2005.

L'association, heureuse que son action ait porté ses fruits, ne relâche pas sa vigilance.

Anne Thouzet
Présidente de la Régionale

DONNEES



Quelques données sur la population des métropoles des Etats-Unis (d'après le dossier accompagnant la conférence de Cynthia Ghorra-Gobin (CNRS) - 6 décembre 2003)

Entre 1990 et 2000, la population des Etats-Unis a augmenté de 13,2 %. Cette croissance concerne principalement les 300 aires métropolitaines du pays (environ 80 % des habitants et 84 % des emplois)

Métropoles	Population métropole (1990)	Population métropole (2000)	Croissance (%)	Part de la population totale (%)	Population de la ville-centre	Taux de croissance de la population de la ville centre (1980-1990)	Taux de croissance de la population de la ville centre (1990-2000)
New York	19 549 000	21 199 000	+ 8,4	7,5	8 008 278	+ 3,6 %	+ 8,4 %
Los Angeles	14 531 000	16 373 000	+ 12,7	5,8	3 694 820	+ 17,4 %	+ 6 %
Chicago	8 239 000	9 157 000	+ 11,1	3,3	2 896 016	- 7,4 %	+ 4 %
Washington	6 727 000	7 608 000	+ 13,1	2,7			
San Francisco	6 253 000	7 039 000	+ 12,6	2,5			
Philadelphie	5 892 000	6 188 000	+ 5	2,2	1 517 550	- 6,1 %	- 4,3 %
Boston	5 455 000	5 819 000	+ 6,7	2,1			
Detroit	5 187 000	5 456 000	+ 5,2	1,9	951 270	- 14,6 %	- 7,5 %
Dallas	4 037 000	5 221 000	+ 29,3	1,9	1 188 580	+ 11,3 %	+ 18,1 %

Parmi les 10 villes les plus peuplées des Etats-Unis, figurent également Houston (4^e rang – 1 953 631 hab. en 2000), Phoenix (6^e rang – 1 321 045 hab.), San Diego (7^e rang – 1 223 400 hab.), San Antonio (10^e rang – 1 144 646 hab.)

Quelques données sur la population des principales villes de Russie (d'après les données accompagnant la conférence de V.Kolossov – Ac. des sciences de Russie)

Villes	Pop. (1897)	Pop. (1939)	Pop. (1979)	Pop. (1989)	Pop. (2002)
Moscou	1 038 000	4 536 000	8 142 000	8 876 000	10 358 000
St-Petersbourg	1 265 000	3 385 000	4 588 000	4 991 000	4 669 000
Novosibirsk	8 000	404 000	1 312 000	1 436 000	1 426 000
Nijni-Novgorod	90 000	643 000	1 344 000	1 435 000	1 311 000
Iékatérinbourg	43 000	423 000	1 211 000	1 363 000	1 293 000
Samara	90 000	390 000	1 193 000	1 257 000	1 158 000
Omsk	37 000	289 000	1 014 000	1 149 000	1 134 000
Kazan	137 000	398 000	993 000	1 085 000	1 105 000
Tchéliabinsk	20 000	273 000	1 030 000	1 142 000	1 078 000
Rostov	119 000	306 000	934 000	1 008 000	1 070 000



LES ETUDES D'HISTOIRE A L'UNIVERSITE TOULOUSE-LE MIRAIL

Le Département d'Histoire fait partie de l'UFR (Unité de Formation et de Recherche) Histoire, Arts et Archéologie. Il est la plus grande composante de cette UFR aussi bien en terme de nombre d'étudiants et de nombre d'enseignants. En 2003-2004, il y a plus de 2100 étudiants inscrits sans les différents diplômes proposés par le Département.

Diplôme préparé	Effectif
DEUG	1042
Licence d'Histoire	198
Licence d'Histoire mention Documentation	28
Licence d'Histoire mention Géographie	277
Licence professionnelle Images et Histoire	21
Maîtrise d'Histoire	327
DEA Sciences de l'Antiquité	27
DEA Histoire et Civilisation	56
Agrégation externe	94

Pour les encadrer, le Département compte 22 professeurs, 34 maîtres de conférences, 7 professeurs agrégés détachés du secondaire, 6 ATER et 8 Allocataires-Moniteurs (étudiants inscrits en thèse). Bon an, mal an, une vingtaine de chargés de cours, la plupart enseignants du secondaire, vient donner des cours et des TD. Trois de nos enseignants sont actuellement membres de l'Institut universitaire de France.

Le DEUG d'Histoire est un diplôme généraliste dans la mesure où les étudiants balayent en deux ans les quatre périodes de l'Histoire et les grands thèmes : histoire économique et sociale, histoire politique et des institutions, histoire religieuse... Ils doivent obligatoirement suivre des enseignements de langue et d'une autre discipline; actuellement, ces disciplines sont la Géographie, l'Histoire de l'Art, la Sociologie, l'Economie, Lettres modernes et Lettres classiques. Arrivés à la licence, les étudiants peuvent se diriger vers trois licences généralistes et une licence professionnelle dont la première promotion travaille actuellement. Pour des étudiants qui souhaitent viser les concours de l'enseignement secondaire, la licence d'Histoire mention Géographie est toute indiquée. En étroite collaboration avec l'IUFM, le Département prépare les épreuves d'Histoire pour le Capes et, bien sûr, pour l'Agrégation.

La licence professionnelle est la nouveauté de l'année. Sous l'impulsion de Natacha Laurent et de Sylvie Vabre, elle est spécialisée dans le traitement et l'analyse des images de nature historique. Une vingtaine d'étudiants composent la première promotion et suivent des enseignements d'Histoire, de Droit, d'Archivistique, de Communication, d'Informatique tout en effectuant un important projet tutoré et un long stage en entreprise privée ou publique. Des enseignants recrutés dans les milieux professionnels concernés interviennent dans cette formation.

Deux DEA complètent notre panoplie de formation. Le DEA Histoire et Civilisation est dirigé par Patrick Cabanel, professeur d'Histoire contemporaine et membre de l'IUF. Ce DEA regroupe quatre spécialités : Histoire médiévale, Histoire moderne, Histoire contemporaine et Histoire immédiate. Le DEA Sciences de l'Antiquité est une formation qui regroupe des enseignants et des étudiants de plusieurs horizons : Histoire ancienne, Archéologie, Histoire de l'Art et Lettres classiques. Son directeur est Pascal Payen, professeur d'Histoire grecque. Ces deux DEA sont rattachés à l'Ecole doctorale TESC (Temps, Espaces, Sociétés, Cultures).

Avec la réforme LMD, prévue pour 2005, notre offre de formation sera quelque peu modifiée. Les parcours licence reprennent dans leurs grandes lignes ce que nous faisons actuellement tout en essayant de les rendre plus clairs et plus efficaces. Les plus grands changements viendront au niveau du Masters (en deux ans) où les enseigne-



ments seront plus structurés qu'aujourd'hui avec une progression plus cohérente entre l'année M1 et l'année M2.

Ces formations plus tournées vers la recherche s'appuient sur des laboratoires et des équipes de recherche qui sont reconnus comme des pôles d'excellence. Les deux laboratoires mixtes, CNRS et Université, sont l'UTAH (Unité Toulousaine d'Archéologie et d'Histoire, dirigée par Jean-Marie Pailler, professeur d'Histoire romaine et membre de l'IUF) et FRAMESPA (France Méridionale et Espagne, unité dirigée par Benoît Cursente, directeur de recherche au CNRS). Chaque laboratoire regroupe de nombreux chercheurs et associés de Toulouse et d'ailleurs.

A ces deux laboratoires, il faut ajouter des équipes de recherche :

- ERASME : Equipe de recherche sur l'Antiquité d'hier à aujourd'hui : survie, mémoire, enjeux (dirigé par Pascal Payen)
- le GRHI : Groupe de recherche en Histoire immédiate (dirigé par Jean-François Soulet)
- le pôle latino-américain est aussi présent avec l'IPEALT (Institut pour les études sur l'Amérique latine) sous la direction de Richard Marin

Des renseignements complémentaires sur l'ensemble des activités du Département d'Histoire sont présentées sur son site Web (<http://www.univ-tlse2.fr/his>). Ce site est en cours de rénovation.

Jack Thomas

DANS LES KIOSQUES...



Au mois d'octobre 2003, Garonne Edition a fait paraître en kiosque le premier numéro d'une revue consacrée au patrimoine de Midi-Pyrénées.

Pour 7 €, c'est un voyage dans le temps et dans l'espace régional que nous offre cette revue élégante, riche en documents et en informations. Dans son éditorial, monsieur Georges Bertrand nous invite à « dépeussier nos mémoires » pour (re)découvrir un territoire midi-pyrénéen « balayé de courants multiples ». C'est une perspective qui ne peut que séduire le passionné d'Histoire et de Géographie.

Dans ce premier numéro, un très intéressant dossier sur les souvenirs et les quotidiens de la première guerre mondiale offre des supports particulièrement porteurs de sens pour mener une étude de cas en classe de 1^è. D'autres articles, tous abondamment illustrés, sur les transformations des paysages de montagne, sur la basilique Saint-Sernin, sur les derniers comtes de Toulouse peuvent également être exploités pour la création de séances de cours ancrées sur les réalités du patrimoine local.

Mais, au-delà de son intérêt pour le professeur et son travail en classe, Patrimoine Midi-Pyrénées offre les rubriques traditionnelles des magazines : actualités, compte-rendus de lectures, annonce de conférence etc...

On ne peut que souhaiter longue vie à ce magazine.